

UNE ANNÉE DE DIALOGUE CITOYEN

avec le Conseil départemental
de la Haute-Garonne

FÉVRIER 2017



Bienvenue aux deuxièmes rencontres du dialogue citoyen

Dès 2016, le Conseil départemental a proposé aux habitants de la Haute-Garonne de construire, ensemble, une démarche de participation citoyenne qui réponde aux attentes de nos concitoyens pour l'exercice d'une véritable démocratie de proximité.

Ecoute, respect, débat, dialogue et transparence, voilà notre conception de ce dialogue citoyen dont la première édition a connu un vif succès qui témoigne à lui seul de son utilité.

Nous aspirons à des politiques publiques efficaces, utiles et solidaires, élaborées en concertation avec les citoyens pour qu'ils deviennent des acteurs du service public, impliqués dans la réflexion, les propositions et les choix d'intérêt général.

Certes, s'engager dans une démarche de dialogue citoyen, c'est prendre le risque de la rencontre, de l'échange, du débat, voire du conflit. Ce risque positif, nous le revendiquons et l'assumons.

La dynamique est enclenchée sur le terrain à travers réunions et ateliers, dans une relation de proximité génératrice de confiance. Ainsi, le dialogue citoyen haut-garonnais s'impose au fil des mois comme une nouvelle manière de « faire vivre l'action publique ». Cette volonté politique fondée sur l'action collective, l'initiative et l'inventivité, doit s'inscrire dans la durée.

Ces 2èmes Rencontres demeurent le forum privilégié d'échanges entre acteurs de la démocratie participative en Haute-Garonne (élu-e-s, agents territoriaux, habitants, associatifs...). Elles apportent des points de vue d'universitaires sur la participation des jeunes et des enfants, sur le numérique, sur la concertation dans l'espace rural et périurbain... Elles sont aussi l'occasion de dresser ensemble le premier bilan d'une année de dialogue citoyen. Enfin, elles nous permettent d'expérimenter, collectivement, des formes d'animation participative.

Nous avons construit ces 2èmes Rencontres à partir des remarques et propositions collectées l'an dernier. Le travail que nous entamons aujourd'hui doit permettre de consolider davantage notre démarche de démocratie participative au service de la vie quotidienne des Haut-garonnaises et des Haut-garonnais.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Méric'.

Georges MÉRIC

Président du Conseil départemental
de la Haute-Garonne

“

Vous avez été plus de 3000 internautes à contribuer, 3500 Haut-garonnais à participer à plus de 80 rencontres sur tout le territoire.

Vous avez accepté de donner de votre temps avec le Conseil départemental pour construire des politiques publiques au service des habitants.

D'un point de vue qualitatif, vos contributions nous ont aidés à améliorer nos politiques et nos actions en modifiant notre vision et en l'enrichissant.

Nous avons bâti et fait vivre cette année de dialogue citoyen à partir des propositions émises lors des premières rencontres, mais aussi grâce à la volonté, à la détermination de l'ensemble des conseillers départementaux et de l'administration afin de placer le citoyen au cœur de notre action.

Certes, tout n'est pas parfait et nous en avons conscience. Il y a encore beaucoup à faire, cette première année nous renforce dans notre conviction que le chemin du dialogue citoyen est à continuer avec les haut-garonnais ensemble, pour plus de solidarité, pour que se revivifie notre démocratie.

”

Paulette Salles,
Conseillère départementale
déléguée au Dialogue citoyen

Mission Démocratie Participative
DG-Email-Dialogue-Citoyen@cd31.fr
Tél. 05 34 33 30 33



8 CHANTIERS THÉMATIQUES OUVERTS AUX PUBLICS...

RÉSEAU ARC-EN-CIEL

- 1 consultation en ligne
- 2 000 questionnaires reçus

Line MALRIC,
Vice-présidente chargée des transports
Direction des transports

CHARTE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- 3 réunions de travail avec les directions acheteuses
- 5 ateliers de travail avec les acteurs
- 120 participants

Dominique FOUCHIER,
Président de la Commission d'appel d'offres
Direction de la commande publique

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE

- 7 ateliers citoyens
- 350 participants
- 1 consultation en ligne
- 1000 questionnaires reçus

Anne BOYER,
Vice-présidente chargée de la culture
Médiathèque départementale

NOUVEAUX COLLÈGES

- 2 réunions publiques d'information
- 230 participants

Marie-Claude LECLERC,
Vice-présidente chargée de l'éducation et de l'enseignement
Direction de l'architecture

MIXITÉ SOCIALE DANS LES COLLÈGES

- 24 réunions publiques de concertation
- 20 rencontres bilatérales
- 1000 participants

Marie-Claude LECLERC,
Vice-présidente chargée de l'éducation et de l'enseignement
Direction de l'éducation et des équipements scolaires

MON DÉPARTEMENT PLUS PROCHE DE MOI

- 12 réunions publiques d'information et d'échanges
- 24 conseillers départementaux
- 900 participants

CHARTE DIALOGUE CITOYEN

- 1 consultation en ligne de concertation
- 5 groupes de travail (haut-garonnais, associations, agents, élus)
- 150 participants

Paulette SALLES,
Conseillère départementale déléguée au Dialogue citoyen
Mission Démocratie participative

NOUVEAUX OUTILS NUMÉRIQUES

- 50.000 destinataires de l'infolettre mensuelle
- 800 profils citoyens créés sur haute-garonne.fr depuis 4 mois
- 100 messages « j'ai mon mot à dire »
- 100.000 vues par mois sur le nouveau site
- 5600 abonnés sur twitter / 2300 abonnés sur Facebook
- 54 jeux de données publiés dans l'open data ; données publiques les plus téléchargées : Équipements sportifs par canton (372 téléchargements), comptage routier sur la voirie départementale (303), lignes des transports scolaires (258)

Annie Vieu Vice-présidente chargée de l'innovation et du numérique
Cabinet du Président - Pôle communication numérique & dialogue citoyen



... AVEC UNE DIVERSITÉ DE PARTICIPANTS

MIRAIL, CHALETS, RANGUEIL, ROSERAIE, JOLIMONT,
ARNAUD-BERNARD, BAGATELLE,

CENTRE-

VILLE, IZARDS,
REYNERIE, BELLE-

FONTAINE, FA-

ROUETTE,

SAINT-GAUDENS,
T O U
LOUSE,

LABASTIDETTE, LABÈGE

TPE et PME

Directeurs de collèges

Responsables
d'établissements
d'enseignement privé

Partenaires
institutionnels

Bibliothécaires
bénévoles

Organisations
syndicales

Bailleurs
sociaux

Enseignants

Organisations
patronales

Conseils
citoyens

Usagers

Élus communaux
et
communautaires

Entrepreneurs

Acteurs socioculturels

Haut-garonnais

Éducation
nationale

Acteurs de
l'environnement

Professionnels
de la
lecture publique

Parents
d'élèves

Habitants

Communauté
éducative

Acteurs associatifs

Riverains

Citoyens

Associations
socio-éducatives

Acteurs
et entreprises
de l'insertion

Internautes

Communes et
intercommunalités

MURET,

T O U R N E -

FEUILLE,

PIBRAC,

MONTBE-

RON,

AUTERIVE,

LABÈGE,

VILLE-

FRANCHE-DU-LAURAGAIS, ESCALQUENS,

BARBAZAN, POUY DU TOUGES,

AUZEVILE

TOLOSANE,

GRENADE-SUR-GARONNE, VILLEMUR, RIEUX-VOLVESTRE,

LABASTIDETTE, LABÈGE, NAILLOUX, PECHBONNIEU,

TOULOUSE, MIRAIL, CHALETS, RANGUEIL,

ROSERAIE, JOLIMONT, ARNAUD-BERNARD, BAGATELLE,

CENTRE-VILLE, IZARDS, REYNERIE, BELLEFONTAINE, FAOU-

RETTE, SAINT-GAUDENS, MURET, TOURNEFEUILLE, PIBRAC, MONTBERON,

AUTERIVE, VILLEFRANCHE-DU-LAURAGAIS, ESCALQUENS, BARBAZAN, POUY DU TOUGES,

AUZEVILE - TOLOSANE, GRENADE-SUR-GARONNE, RIEUX-VOLVESTRE, LABASTIDETTE,

NAILLOUX, MIRAIL, CHALETS, RANGUEIL, ROSERAIE, JOLIMONT, ARNAUD-BERNARD,

...SUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES DE HAUTE-GARONNE



CHARTRE DU DIALOGUE CITOYEN

CHARTRE DU DIALOGUE CITOYEN

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

La participation des habitants(es), complément nécessaire du système représentatif, constitue la condition d'un renouveau démocratique et républicain afin de décider de politiques efficaces, de créer de la confiance et des solidarités.

Dès lors, dans le processus d'adoption de la Charte, texte consacrant la Démocratie participative pour le Département, il convient de définir de manière concertée l'ensemble des règles de concertation qui seront appliquées pour tous les grands dossiers portés à l'avenir par le Conseil départemental et pour lesquels le dialogue citoyen sera utile

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Concertation

MÉTHODE

- Consultation en ligne : du 20 octobre à fin novembre 2016
- Groupes de travail : élus, agents, citoyens-habitants
- Co-construction avec les habitants volontaires, 30 Conseillers départementaux et 30 agents des services du Conseil départemental.

CALENDRIER

Octobre - Novembre 2016	Octobre 2016 - Janvier 2017	A venir en 2017 Examen et vote de l'Assemblée départementale fin mars
-------------------------	-----------------------------	--

ÉTAPES

Consultation en ligne	5 Groupes de travail (élus, agents, citoyens)	Présentation sur les territoires
-----------------------	--	----------------------------------

PARTIES PRENANTES

Haut-garonnais, Associations, Conseillers départementaux, services du Conseil départemental

PARTICIPANTS

150

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Le travail de concertation mené lors de ce chantier a particulièrement porté sur la place accordée aux citoyens, les dispositifs d'évaluation à mettre en œuvre, les moyens d'aller chercher les publics les plus éloignés ou encore le développement d'outils et de formations adaptés pour le Dialogue citoyen.



NOUVEAUX OUTILS NUMÉRIQUES

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

Favoriser la relation de proximité, le dialogue citoyen et la transparence avec les Haut-garonnais-e-s à l'aide des outils numériques du Conseil départemental

OUTILS CONCERNÉS

Site Internet (espace citoyen, « J'ai mon mot à dire », projet de charte du dialogue citoyen, consultation en ligne), Médias sociaux (Facebook, Twitter), Portail open data.

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Information - Consultation

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Quelles sont les attentes des habitant-e-s concernant le développement de :

- l'information politique disponible en ligne
- le dialogue direct avec le CD
- la concertation et le recueil d'avis
- le partage et la réutilisation de données publiques.

MÉTHODE

Développement et amélioration continue des outils par la prise en compte des observations et des demandes des internautes.

CALENDRIER

Courant 2017 et au-delà

PARTIES PRENANTES

Services du CD31, autres collectivités prises en exemples,

PARTICIPANTS

Tous les Haut-garonnais qui utilisent nos outils ou le feront à terme

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Accompagner le bon déroulement des actions de dialogue citoyen, favoriser l'accès à l'information de tous les publics, recueillir à distance les avis et attentes des habitant-e-s, développer une relation dématérialisée avec les usagers.

OUTILS NUMÉRIQUES



CHARTRE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

La commande publique départementale concerne 15 directions et pèse près de 142 millions d'euros (en 2015), pour plus de 400 marchés répartis entre services (51 %), travaux (25 %) et fournitures (24 %).

Participer à la mise en œuvre des engagements politiques en matière de développement durable et équilibré.

Soutenir l'emploi local.

Favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Rendre la commande publique plus accessible et plus attractive pour les petites entreprises.

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Consultation

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Comment accentuer le partenariat avec les acteurs des secteurs du handicap et de l'insertion ?

Quels critères d'évaluation prévoir pour mesurer les effets bénéfiques des actions menées par la commande publique ?

Quels sont les freins pour l'accès des TPE et PME à la commande publique et les leviers pour faciliter cet accès ?

En quoi et comment les procédures de consultation peuvent-elles être simplifiées ?

Quel est le point de vue des TPE-PME sur la dématérialisation (perspective de dématérialisation totale au 01/10/2018) ?

Que mettre en œuvre concrètement pour préserver la trésorerie des entreprises lors de l'exécution des marchés ?

Quels actions et dispositifs partenariaux mettre en place pour renforcer la détection des offres anormalement basses et lutter contre le travail illégal ?

Quelle forme de dialogue inventer pour informer les entreprises de nos intentions majeures d'achats et faciliter une compréhension commune de nos procédures et décisions ?

MÉTHODE

3 réunions de travail avec les directions acheteuses	5 ateliers de travail avec les acteurs	1 plénière de présentation des axes de la charte	Lancement de la charte
--	--	--	------------------------

CALENDRIER

Mai - Juin 2016	du 8 au 12 juillet 2016	5 septembre 2016	18 décembre vote par l'Assemblée départementale	Janvier 2017
-----------------	-------------------------	------------------	---	--------------

PARTIES PRENANTES

Acteurs de l'environnement, de l'insertion travail, du handicap, les organisations patronales et des chefs d'entreprises de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de Très Petites Entreprises (TPE)

PARTICIPANTS

150 acteurs

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

La consultation sur la charte a permis de dégager quatre grandes thématiques :

- favoriser l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées : développer le partenariat avec les acteurs de l'insertion pour bien identifier leur offre, accroître le nombre de marchés avec clause d'insertion, adapter le critère d'insertion en fonction de la durée et des montants du marché, établir un mémoire social adapté, mieux accompagner les entreprises dans la mise en œuvre des clauses, assurer suivi et contrôle efficaces...
- faciliter l'accès des PME-TPE à la commande publique afin de soutenir l'emploi local : étendre le recours à l'allotissement et aux variantes, limiter le nombre de lots attribués à une même entreprise, préserver la trésorerie des entreprises par un dispositif d'avances plus favorable et un raccourcissement des délais de paiement.
- favoriser le dialogue entre entreprises et partenaires pour une approche économique qualitative de l'achat, informer des intentions d'achat du Département, développer le sourçage, organiser des rencontres thématiques, faciliter la compréhension des évaluations faites des offres, développer la régularisation des offres et la négociation,
- promouvoir un achat responsable : envisager le recours à des variantes écologiques, promouvoir les offres innovantes, prévoir des critères permettant de valoriser les pratiques environnementales vertueuses, renforcer la lutte contre le travail illégal et la détection des offres anormalement basses.

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2017-2020



CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

La Médiathèque Départementale met en œuvre la politique de développement du Conseil départemental en matière de lecture publique notamment pour les communes de moins de 10 000 habitants, en assurant un rôle de conseil en matière d'organisation, de développement des bibliothèques et de formation des bibliothécaires. Elle est le partenaire privilégié des collectivités dans leurs projets de construction, d'agrandissement, d'informatisation, de gestion d'établissement, d'expertise de collections...

Elle anime un réseau de près de 157 bibliothèques municipales conventionnées, dont plus de 100 médiathèques

Améliorer l'offre et la pertinence par l'adoption d'un Schéma de lecture publique partagé

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Concertation

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Dans l'enquête en ligne : Rapport au livre, au CD, au film, au média, utilisation de la bibliothèque, offre de service, territoire, qualité de l'accueil et la richesse du fonds

Lors des ateliers : quels publics, quelle offre, quel environnement pour les bibliothèques de Haute-Garonne en 2020 ?

MÉTHODE

Consultation numérique

7 réunions avec plusieurs ateliers (espace public, nouveaux usagers, lieu de ressources, thème libre)

CALENDRIER

Du 1 ^{er} mai au 30 août 2016	Novembre - Décembre 2016	A venir en 2017
--	--------------------------	-----------------

ÉTAPES

Enquête en ligne	7 ateliers citoyens	Printemps Présentation des axes du schéma et des suites données aux contributions des ateliers
------------------	---------------------	--

PARTIES PRENANTES

Bibliothécaires professionnels ou bénévoles, habitants-citoyens-usagers, élus communaux et communautaires, représentants d'institutions, d'associations

PARTICIPANTS

1 000 personnes pour l'enquête en ligne dont 75 % d'usagers du réseau des bibliothèques-médiathèques

350 personnes aux ateliers

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Consultation

Usage des œuvres (livres, CD,...) dans et hors réseau de bibliothèques et conditions favorables.

Intérêt au-delà des seuls livres (CD, animations,...)

Ateliers

« Espace public » : sociabilisation, accueil convivial et horaires, transmission humaine des savoirs, modulations des lieux en fonction des usages, lieu d'échanges intergénérationnels, à désacraliser, ouverture sur l'extérieur, accès hors horaires, WIFI,

« Lieu de ressources » : autres offres et services (aide aux devoirs, recherche d'emploi, production culturelle, prêt d'instruments, rencontres artistes, jeux et jeux vidéos, tricot, formations,...), attention à la concurrence des offres et usages, création d'une coordination intercommunale par le Département.

« Nouveaux publics » : gratuité indispensable, passerelles avec autres acteurs, difficulté de fidélisation, portage à domicile, nouveaux usages (soirées, trocs des savoirs,...), actions hors les murs, déplacements dans les lieux exclus (EHPAD,...), mutualisations avec d'autres structures et services, désacraliser.

Autres : mutualisation intercommunale et interservices, identité visuelle commune, navettes vers les bibliothèques plutôt que bibliobus, concertation citoyenne permanente dans le fonctionnement quotidien, création d'un réseau notamment pour mutualisation entre autre en ligne.

SCHÉMA
LECTURE PUBLIQUE



« MIEUX VOUS CONNAITRE POUR MIEUX VOUS TRANSPORTER »

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

Le réseau Arc-en-ciel, 53 lignes régulières dont 8 navettes SNCF et 4 lignes express Hop!, dessert 341 communes du département.

Le Conseil départemental organise le réseau Arc-en-Ciel dans le souci constant d'améliorer le service apporté au voyageur, et d'ajuster au mieux l'offre aux besoins de déplacement. Un service « qualité de service – contrôle des prestations » a été mis en place à cet effet. Outre les outils classiques d'organisation et de gestion du réseau, et notamment la définition du niveau de service, les prescriptions techniques, l'analyse des anomalies, les réponses apportées aux réclamations, les études et enquêtes sectorielles, une consultation à grande échelle permet de recueillir :

- Le niveau de satisfaction des voyageurs,
- L'expression des souhaits ou réclamations des voyageurs, ainsi que des propositions concrètes d'amélioration.
- Les coordonnées des voyageurs souhaitant recevoir une réponse personnalisée à leurs préoccupations

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Région Occitanie a délégué la compétence transports au département de la Haute-Garonne.

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Consultation des utilisateurs sur la qualité de service ressentie, et des non utilisateurs, avec des questions spécifiques sur les souhaits en matière d'information du public, et d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Une trentaine de questions portant sur :

Profil, utilisation du réseau, satisfaction, information, itinéraire, tarif, fréquence, sécurité, trajet, horaires, personnel, prise en compte des personnes à mobilité réduite...

Et une question ouverte permettant une libre expression.

MÉTHODE

Diffusion du questionnaire dans les cars Arc-en-Ciel, en Gare routière, au siège du Conseil départemental et à Saint-Gaudens, dans les MDS, par SMS via le fichier clientèle et par les transporteurs, sur les réseaux sociaux, par courriel auprès des communes et Conseillers départementaux, et lors de la semaine de la mobilité, fin septembre 2016.

L'analyse quantitative statistique porte sur les 800 réponses d'usagers ayant voyagé au moins une fois sur le réseau et sur les 352 réponses d'usagers n'utilisant pas le réseau Arc-en-Ciel. Cette analyse a permis d'identifier les points forts, une perception globalement satisfaisante, et les points à analyser en priorité notamment le niveau de fréquence des services et l'adéquation des horaires.

L'analyse qualitative des commentaires des usagers qui porte sur l'ensemble des réponses, permet de conforter l'analyse quantitative sur 3 axes en particulier : le renfort de fréquence, l'adaptation des horaires et l'ajustement des itinéraires, arrêts et correspondances.

CALENDRIER

Septembre Octobre 2016	Décembre 2016 - Février 2017 Transfert compétences à la région Chiffrage étude des scénarios	A venir en 2017 Printemps 2017 1 réunion de restitution
---------------------------	--	---

ÉTAPES

Enquête en ligne	Restitution de l'enquête sur Internet et par courriel.	Analyse détaillée, Etude économique, Restitution et choix des scénarios prioritaires d'amélioration de l'offre en lien avec le Conseil régional.
------------------	--	--

PARTIES PRENANTES

Usagers réguliers, futurs usagers ou simples citoyens non usagers

PARTICIPANTS

2 000 réponses dont la moitié est exploitable

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Meilleure connaissance du profil des usagers.

Satisfaction de la majorité des voyageurs particulièrement pour le confort et la propreté des cars, la fiabilité et la ponctualité des trajets, la sécurité et les tarifs.

En revanche, l'attrait et le succès des lignes Arc-en-Ciel se manifestent par une forte attente pour des dessertes plus fréquentes en journée, soirée et nuit, des services en période de vacances et le week-end.

MIXITÉ SOCIALE DANS LES COLLÈGES

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ : LUTTER CONTRE LES DÉTERMINISMES SOCIAUX, LA SÉGRÉGATION SCOLAIRE

Constat national qui se retrouve dans l'aire toulousaine, de ségrégation et d'inégalités territoriales entraînant démotivation scolaire, échec et décrochage, disparition du lien social,...

Ecouter et entendre l'ensemble des acteurs avant prise de décision, mais aussi accompagner au plus près les familles et les collèves lors de la phase d'application afin de faire émerger des propositions permettant de mettre en place un système de solutions partagées et tolérées, via une démarche progressive.

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Concertation

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Répartition des catégories sociales dans les collèges, sur-représentation de certaines catégories dans les collèges par rapport au territoire ; conséquence du manque de mixité urbaine ; contournement de la carte scolaire ; définition de la mixité sociale ; possibilité de partager les secteurs entre plusieurs collèges ; accueil et accompagnement des élèves défavorisés dans les collèges favorisés ; développer l'attractivité des collèges défavorisés ; adapter le transport scolaire ; reconstruction de collège.

MÉTHODE

24 réunions publiques sur le périmètre métropolitain

CALENDRIER

Jun 2016	8, 12 et 14 septembre 2016	12, 17 et 20 octobre 2016	Différentes dates	A venir en 2017
----------	----------------------------	---------------------------	-------------------	-----------------

ÉTAPES

Lancement de la démarche	Réunions de partage du diagnostic et des enjeux Rencontres des acteurs	Réunions de construction des hypothèses de travail	18 Réunions dans les collèges concernés	Concertation sur les conditions de la réussite
--------------------------	---	--	---	--

PARTIES PRENANTES

Elus locaux, services académiques, équipes éducatives des collèges publics et privés, directeurs des écoles publiques et privées, parents d'élèves, associations socio-éducatives du territoire, partenaires institutionnels et citoyens, Communes et Métropole de Toulouse, Chercheurs, Tisséo SMTC, Conseils citoyens.

PARTICIPANTS

Plus de 1 000 personnes

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Les enseignements sur la forme

- toutes les parties prenantes rencontrées en 3 mois : 15 collèges (les 5 REP+ et 10 « favorisés »), associations de parents d'élèves, syndicats enseignants, communes, métropole, préfecture, rectorat, enseignement catholique, etc.
- un dialogue apaisé partout malgré des hostilités réelles
- notre démarche d'écoute et de souplesse est appréciée

Les enseignements sur le fond

- les enjeux liés à la mixité font consensus partout (chez les autres)
- les collèges défavorisés appellent à l'aide
- les collèges très favorisés savent aussi faire de la mixité
- agir en cohérence pour améliorer la mixité fait consensus
- nos pistes initiales (binômes) ont été discutées et critiquées
- nous avons (beaucoup) modifié et adapté notre projet : intervention différenciée par collège, reconstruction de deux collèges, répartition des élèves de 6ème sur plusieurs collèges préservant le lien école collège.

l'amélioration de la mixité nécessitera une mobilisation générale de tous les acteurs

- Rectorat, Etat, enseignement privé
- ville de Toulouse, communes, métropole
- parents d'élèves, enseignants,
- associations et autres partenaires

une cohérence d'actions

- un programme global d'actions pour le Conseil départemental
- un conventionnement avec les partenaires, notamment le rectorat



MIXITÉ SOCIALE DANS LES COLLÈGES



NOUVEAUX COLLÈGES

NOUVEAUX COLLÈGES

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

Le Conseil départemental assure la construction, l'équipement et l'entretien des 96 collèges publics de la Haute-Garonne qui accueillent au quotidien plus de 50 000 élèves. Pour améliorer les conditions d'étude et rapprocher les établissements des habitants, les élus du Conseil départemental ont adopté fin janvier un vaste programme de construction/réhabilitation.

10 opérations importantes sont inscrites dans le programme prévisionnel d'investissement 2016-2021. Il s'agit entre autre de la reconstruction du collège Georges-Chaumeton à L'Union, (livraison du bâtiment collège à l'automne 2016), de la construction en cours d'étude du collèges d'Escalquens, de la reconstruction en cours d'étude du collège Léon-Cazeneuve à L'Isle-en-Dodon, ou des réhabilitations programmées des collèges Louisa-Paulin à Muret, Bois-de-la-Barthe à Pibrac, et Pierre-Labritrie à Tournefeuille.

En parallèle, les recherches foncières ont démarré pour la construction de collèges dans les secteurs suivants : axe Blagnac-Grenade (nord-ouest), axe Toulouse-Muret (sud-ouest), et Toulouse, dans le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le montage du programme de construction du futur collège de Cintegabelle est en cours.

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Information

MÉTHODE

Réunions publiques d'information sur le projet de construction.

Pour les nouveaux collèges mise en place d'un dialogue avec les municipalités et les communautés éducatives

CALENDRIER

Louisa Paulin à Muret 4 Juillet 2016	Bois de la Barthe à Pibrac 14 novembre 2016	Les autres projets A venir en 2017
---	--	---------------------------------------

PARTIES PRENANTES

Communauté éducative + riverain	Communauté éducative	L'Isle-en-Dodon Reynerie Escalquens
------------------------------------	----------------------	---

PARTICIPANTS

230

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Meilleures informations aux parties prenantes concernées

Temps d'échanges entre conseillers départementaux et personnes invitées

A travers les question des participants, identification de points de vigilance sur la conduite des opérations.



« MON DÉPARTEMENT PLUS PROCHE DE MOI » Première série de 12 réunions publiques pour s'informer et échanger

CONTEXTE - OBJECTIF - VOLONTÉ

Redécoupage cantonal, Conseillers départementaux récemment élus en binômes mixtes, nouvelles répartitions des compétences entre collectivités territoriales, demandes des citoyens

Aller à la rencontre des Haut-garonnais en leur présentant l'action du Département

NIVEAU DE DIALOGUE CITOYEN

Information

QUESTIONS POSÉES POUR LE DIALOGUE CITOYEN

Présenter le Conseil départemental et ses actions au niveau départemental puis cantonal tant sur le champ de la proximité que de la solidarité

Rencontre – échange entre élus et citoyens

MÉTHODE

12 réunions publiques cantons ruraux et urbains du Département et cantons métropolitains

CALENDRIER

Du 4 novembre au 16 décembre 2016	A venir en 2017 réunions pour les cantons métropolitains
-----------------------------------	---

ÉTAPES

Plusieurs temps de présentations et d'échanges par réunion

PARTIES PRENANTES

Habitants du canton, représentants associatifs, élus communaux et communautaires, acteurs des territoires

PARTICIPANTS

900 personnes

APPORT DU PROCESSUS DE DIALOGUE CITOYEN

Connaissance des élus départementaux,

Connaissances des interventions départementales,

Précisions sur la mise en œuvre des compétences notamment la solidarité, les collèges, les routes, l'aménagement numérique, les transports ou les contrats de territoire.

MON DÉPARTEMENT PLUS PROCHE DE MOI